Prolétaires de tous les pays , nations et peuples opprimés, unissez-vous ! QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi 15 juin 1976

No 509

1,50 F

B.P. 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

Commission paritaire No 57952

ÉDITORIAL

Liban

L'ENNEMI PRINCIPAL

La situation sur le terrain demeure tendue au Liban, deux semaines après l'entréu des troupes syriennes; un accord de cessez-le-leu est intervenu au début du week-end prévuyant le retrait de ces troupes en 10 jours après le début de sa mise en exécution véritable. Mais en de nombreux poins du Liban les combats se poursuivent toujours.

Toutefois un accord serait intervenu ces jours-ci pour que se tienne prochainement la conférence au sommet Syrie-Egypte-Arabie saoudite-Koweit, destinée à raffermir la volonté de tous les pays arabes d'auvrer en commun à la cessation de la guerre civile au Liban en préservant les droits sacrés du peuple parestinien, et en consolidant leur propre lutte de libération nationale.

Une telle prientation ne peut que se dégager, tôt ou tard, ressoudant l'unité des pays arabes aux côtés de la Résistance palestinienne contre leurs véritables ennems communs, car c'est elle qui correspond aux intérêts historiques des peuples de cette région cruellement éprouvés par l'activité ouverte ou cachée des deux superpuissances.

Depuis les 14 mois que dure la guerre civile au Liban, les ingérences étrangères' n'ont pas commencé avec l'intervention des troupes syriennes. Celle-ci n'est pas la cause mais une conséquence des agissements criminels des sociaux-impérialistes russes au Proche-Orient. Ce sont bien eux les véritables et principaux responsables qui attisent le foyer de la guerre civile au Liban, jouent les marchands de canons dans la région, sèment la division et la discorde entre le peuple libanais, les pays arabes et la Résistance palestinienne Et sans le soutien ouvert qu'apportent à Israël les deux superpuissances, le peuple palestinien ne serait-il pas depuis longtemps déjà réinstallés sur sa terre pour y construire la Palestine libre et démocratique?

La contradiction essentielle qui commande la situation au Proche-Orient est bien celle qui dresse les pays et les peuples arabes et le peuple palestinien contre le sionisme israélien et l'hégémonisme des superpuissances. Les peuples concernés ne peuvent qu'en être de plus en plus chairement conscients.

UNE DELEGATION DE TIMORORIENTAL A PARIS

Bienvenue à J. Ramos Horta

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Information de la République démocratique de Timor-oriental, José Ramos Horta, est arrivé dimanche à Paris. Son séjour dans notre pays, étape d'un vaste voyage international, a pour but d'informer largement sur la gravité de la situation à Timororiental depuis l'agression militaire indonésienne de 1975 et sur l'héroique lutte de résistanceque mêne le peuple de Timor-oriental pour imposer son droit à vivre libre et indépendant.

Furieux de l'unité du peuple de Timor oriental autour du Fretilin, les généraux indonésiens commettent des crimes aussi barbares que ceux des nazis. Mais rien n'y fait.

Comptant d'abord sur ses propres forces, le peuple de Timor-oriental remporte sans cesse de nouvelles victoires sur l'agresseur indonésien retranché dans les grandes villes et les villages de la côte.

Bien qu'ayant libéré d'ores et déjà plus de 90 % de son territoire, le peuple de Timor oriental, isolé géographiquement et soumis à une agression barbare, a besoin du soutien et de la solidarité internationale qui doivent se regrouper autour de sa juste cause. Mais isolé géographiquement et soumis à une agression barbare, il a besoin du soutien et de la solidarité internationale qui doivent se regrouper autour de sa juste cause.

Ceux-ci ont déjà largement commencé de s'exprimer. Ils doivent se développer avec encore plus d'ampleur.

Déjà le 11 décembre 1975, la 4e Commission de l'Assemblée générale de l'ONU adoptait une résolution demandant à tous les pays de respecter le droit du peuple de Timor oriental à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et condamnant l'agression indonésienne. Le gouvernement français qui a voté à l'ONU cette orientation doit en tirer les conséquences et apporter aide et soutien à la cause de l'indépendance de la République démocratique de Timor-oriental.

Notre peuple, quant à lui, fort de ses traditions de solidarité anti-impérialiste apportera au peuple de Timor-oriental et à son avant-garde politique le FRETI-LIN, son soutien indéfectible et la certitude de sa victoire finale.

(voir article p. 8)

Jeudi 17 juin à 20 H pour la lutte du peuple de Timor-oriental

MEETING

avec la participation de

M. José Ramos Horta, ministre des Affaires étrangères de la République de Timor oriental et secrétaire général du FRETILIN

Au programme :

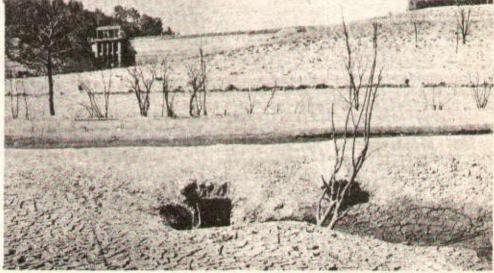
- projection d'un film sur Timor
- information sur l'agression indonésienne et les luttes de résistance en cours

- débat

Salle Siem - 6 rue Albert Lapparent - Paris 7e - Mo Ségur.

Sécheresse

Les petits paysans les plus touchés!



Le lac asséché de Guerfédan, en Bretagne.

Pour toute la moitié nord-ouest de la France, la sécheresse devient un

Seulement à la campagne et sous le régime capitaliste que l'on soit riche ou pauvre fait que l'on s'enrichit plus qu'à l'ordinaire ou que l'on s'appauvrit encore plus.

Cette partie du territoire produit habituellement les deux tiers du blé français, ainsi que la plus grande partie de la production laitière. Les rendements en blé habituellement de 40 à 50 quintaux l'hectare atteindront difficilement les 20 quintaux cette année. La production laitière d'été est réduite des deux tiers.

Les bêtes, dans certains départements comme l'Orne ou la Manche, restent plusieurs jours sans manger ; on les envoie paître dans les champs de blé qui, lui, reste à l'état «d'herbe».

Le maïs ne lève pas, les prairies naturelles non plus.

Beaucoup d'agriculteurs, notamment les vieux, disent «On n'a pas vu cela depuis 1921, et encore cette année-là, il avait plu l'hiver», ce qui n'a pas été le cas cette année.

Evidemment une calamité naturelle est toujours un bon moyen pour ranimer la propagande de la réaction rurale suivant le thème : «On est tous égaux devant la sécheresse».

Militarian and a same temperature of the control of

Cet argument pourrait tromper les gens simples. Il ne trompe pas les paysans les plus pauvres, qu'ils soient petits fermiers, métayers ou propriétaires.

CEUX QUI EN SOUFFRENT

Pour les petits producteurs de céréales, c'est-à-dire pour ceux dont les petites parcelles fournissent juste à peine de quoi «tenir» toute une année, cette récolte ne leur apportera pratiquement rien.

Pour les petits producteurs de lait, c'est la même chose. Dans ce secteur de la production, il y a ce que l'on appelle le lait d'été et le lait d'hiver. Le lait d'été est «naturel» puisqu'il est produit quand on met les bêtes au champ dès le printemps — quand l'herbe pousse en temps normal. Le lait d'hiver lui est produit à partir de fourrage moderne et intensif, nécessitant des installations spéciales et coûteuses.

(Suite page 3)

Lire en page 2

Une importante déclaration de la Mission démocratique du Kampuchéa

le monde en marche

Japon

DES EMULES DE MARCHAIS

Le Comité central du Parti communiste du Japon vient de décider lors de sa 9e session plénière de supprimer l'expression «dictature du prolétariat» des statuts du parti. Le PCJ cherche ainsi à se rallier une partie des électeurs japonais en vue des élections devant avoir lieu avant la fin de l'année. Rappelons que Marchais avait effectué un voyage au Japon en avril dernier, au cours duquel il avait rencontrê Miyamoto, secrétaire du PCJ.

Mais le CC du PCJ vient également de faire une trouvaille: l'expression «marxisme-léninisme» sera désormais remplacée par «socialisme scientifique». Gageons que c'est là une initiative qui ne laissera pas indifférent Marchais et ses acolytes et que le jour est proche où le PCF abandonnera à son tour toute référence officielle à Marx et à Lénine (référence qu'il a déjà depuis longtemps abandonnée dans la pratique):

Mais le peuple japonais se détourne massivement de ces révisionnistes. Ils sont par ailleurs bien empêtrés pour justifier les positions impérialistes de leurs mai tres de Moscou qui, aujourd'hui encore, refusent de restituer au Japon les îles du Nord qu'ils occupent abusivement.

Déclaration de la Mission du gouvernement du Kampuchéa démocratique en France

Plus d'une année s'est écoulée depuis le glorieux 17 avril 1975, où le peuple et l'Armée révolutionnaire du Kampuchéa ont totalement et définitivement libéré leur patrie des impérialis-

tes américains agresseurs et des traîtres. En un court laps de temps, au sortir d'une guerre de dévastation des plus barbares, s'en tenant

fermement à sa position d'être indépendant et souverain, de compter sur ses propres forces, le peuple du Kampuchéa, sous l'égide du gouvernement du Kampuchéa démocratique, est parvenu à résoudre dans l'essentiel les problèmes concernant les vivres, les logements, les vêtements, les médicaments. L'autorité du gouvernement du Kampuchéa démocratique s'étend sur l'ensemble du territoire national, où la sécurité est totalement assu-

La mise en place, aprés les élections générales du 20 mars 1976, des nouvelles instances de l'État, confor-



Une production en plein essor (photo Agence Unine appyalle).

L'Inde sous la botte de Brejnev

A l'issue de sa visite officielle en URSS, Indira Gandhi vient de tenir une conférence de presse dans laquelle elle a déclaré que ses discussions avec les dirigeants soviétiques avaient permis de renforcer «l'amitié soviéto-indienne» et la «coopération économique entre les deux pays».

L'«amitié» soviétique coûte cher : Indira Gandhi a dù reconnaître qu'elle avait parlé avec ses patrons du Kremlin de la position indienne lors de la prochaine conférence des pays nonalignés de Colombo. L'Inde s'y opposera, sur injonetion soviétique, à l'admission du Pakistan et de la Roumanie.

Cynique, Indira Gandhi a conclu en rendant hommage au rôle de «l'aide économique soviétique dans le développement de l'Inde». Ce rôle, la presse indienne en parlait justement ces jours derniers, exprimant un très vif mécontentement à l'égard de l'exploitation et des multiples vexations de l'Inde par l'URSS.

Les journ aux indiens s'indignent notamment du fait que l'URSS a augmenté unilatéralement de 30 % la parité des changes entre le rouble et la roupie indienne, ce qui ajoute 4 milliards de

roupies aux dettes l'Inde doit à l'URSS.

La pressse indienne se montre aussi mécontente du retard dans l'achèvement de l'acièrie Bokaro, un projet construit avec «l'aide» de l'Union soviétique, fort coûteux mais peu rentable. La première phase des travaux ne sera achevée qu'en avril prochain, soit avec 5 ans de retard par rapport au plan!

Enfin les prêts soviétiques sont assortis de lourdes conditions qui endettent le pays. Selon le «Times of India», un accord commercial à long terme (1976-1980) que les deux pays viennent de signer, prévoit que les remboursements pour cettte période représenteront la majeure partie, 40 % pour certaines années, des exportations indiennes vers l'URSS.

Cette exploitation impérialiste fait qu'il y a actuellement en Inde plus de 50 millions de chômeurs et 385 millions de personnes «vivant» avec moins de 20 «cents» par jour. Les épidémies font rage. Rien que l'an dernier, la malaria a fauche plus de 2,4 millions de personnes, le choléra 2 autres millions. Le régime d'Indira Gandhi, aux ordres de Moscou ne survit que par la violence et la terreur. 250 000 habitants de la banlieue de Delhi ont été chassés de leurs terres ces jours derniers par les forces armées. Aux manifestations de protestation des expulsés, il a été répondu par le feu des armes, les passages à tabac, les tortures. Et ceci n'est pas un incident isolé. Actuellement le nombre des détenus politiques atteint environ les 100 000.

Tel est le vrai visage de l'«aide» que les sociauximpérialistes russes apportent au peuple indien chez qui grandit impétueusement la volonté de se libérer de cette tutelle féroce.

Kampuchéa démocratique promulguée le 5 janvier 1976 a reçu l'approbation enthousiaste de la nation et du peuple du Kampuchéa tout entiers. Toutes les couches de la population sont profondément attachées à la nouvelle société du Kampuchéa, où régnent le bonheur, l'égalité, la justice et la démocratie véritable, où il n'existe ni riche ni pauvre, ni classe exploiteuse ni classe exploitée. C'est ce qui explique qu'actuellement, tout notre peuple, hommes et femmes, jeunes et vieux, combattants, combattantes et cadres de l'Armée révolutionnaire participent avec enthousiasme au grand mouvement de production, de construction de réseaux de diques et de canaux. Une nouvelle forme d'éducation et d'enseignement étroitement liée à la production et conforme aux aspirations des masses est en train de donner la preuve de son effi-Sur le plan extérieur, le

mément à la lettre et à

l'esprit de la constitution du

Kampuchéa démocratique s'en tient à la politique d'indépendance, de paix, de neutralité et de non-alignement. Il ne s'ingère en aucune façon dans les affaires intérieures d'autres pays. Il respecte scrupuleusement le principe selon lequel chaque pays est souverain et dispose du droit de décider lui-même de ses propres affaires sans ingérence extérieure. Mais le Kampuchéa démocratique s'oppose résolument à toute ingérence étrangère, sous quelque forme que ce soit, dans ses affaires intérieures.

Conformément aux principes susmentionnés, la Mission du gouvernement du Kampuchéa démocratique en France met en garde l'opinion française et internationale contre la campagne de dénigrement et de calomnie à l'encontre du Kampuchéa démocratique, entreprise actuellement par quelques journalistes qui avilissent leur profession et qui s'abaissent jusqu'à faire du mensonge pur et simple l'objet de leur gagne-pain. Les autorités françaises, quant à elles, portent une grande part de responsabilité dans toutes ces activités qui attentent gravement à l'honneur et à la dignité du Kampuchéa démocratique. Cette attitude dément on ne peut mieux les affirmations maintes fois répétées de ces mêmes autorités selon lesquelles elles sont disposées à normaliser leurs relations avec le gouvernement du Kampuchéa démocratique.

Paris, le 13 juin 1976.

Albanie

Décès du camarade Mustafa Pajenga

Tous les journaux albanais ont annoncé la nouvelle de la mort, le 1er juin, du camarade Mustafa Pajenga, membre du comité Central du Parti du travail d'Albanie.

Animé d'une profonde haine de l'occupant fasciste, Mustafa Pajenga répondit à l'appel du Parti communiste d'Albanie et prit une part active au mouvement antifasciste de libération nationale. Il fut premier secrétaire du Comité de parti dans les districts d'Elbasan, Girokastra, Saranda

Mozambique

Une lâche agression des racistes rodhésiens

Des bombardiers rhodésiens ont pilonné une partie du territoire mozambicain, à 25 km à l'est de la ville frontière de Chipinda. Au même moment le raciste lan Smith proférait ouvertement des menaces de guerre contre le Mozambique.

En s'attaquant ainsi au peuple mozambicain et à son parti, le FRELIMO, dirigé par Samora Machel, les autorités coloniales et racistes de Salisbury essaient désespérément de se protéger de l'offensive des patriotes Zimbabwe qui viennent d'ouvrir un troisième front de lutte armée dans le pays, à proximité de la frontière avec la

Pour faire face à leur progression victorieuse le gouvernement Smith a du déjà procéder au rappel de 40 000 réservistes. Mais loin de se ralentir, l'offensive des patriotes africains connait un nouvel essort.

Berlin Est

La conférence introuvable

Deux ans après le début de sa préparation, et un an après la date initialement prévue pour sa convocation, la conférence des partis révisionnistes européens connaît de nouveaux avatars.

La réunion de la commission de rédaction, réunie à Berlin-Est et présenté comme la dernière de toutes vient de voir ses travaux brusquement «interrompus». L'accord n'est donc toujours pas réalisé, au sein des partis révisionnistes européens sur le contenu du «document politique» qui devrait être discuté à la future conférence plé nière. La pierre d'achopement continue d'être la répugnance de plus en plus clairement affichée d'un nombre croissant de «partis frères» de voir reconnaître noir sur blanc la domination du parti soviétique qui entend mener à la baguette la totalité de ses satellites.

Bolivie

L'armée contre les mineurs

La dictature militaire bolivienne a décrété ces jours-ci l'état de siège dans tout le pays, après avoir «constaté le climat de subversion qui agite le pays».

Les maigres libertés publiques subsistantes sont ainsi suspendues, toutes les réunions, manifestations, grèves ouvrières sont interdites ainsi que la «diffusion de communiqués qui portent atteinte à l'ordre public ou à la paix sociale». L'armée occupe à nouveau les mines d'étain où les mineurs sont en grêve pour protester contre ces mesures.

Celles-ci ne font que prouver l'ampleur des luttes développées par les mineurs, les paysans, les étudiants boliviens contre l'impérialisme et la réaction qui oppriment leur pays. Le Parti communiste marxiste-léniniste de Bolivie, dirigé par Oscar Zanora et dont le camarade Adrian Arce Quispe, assassiné par la dictature le 22 mai, était un éminent dirigeant , guide ces luttes sur le chemin de la victoire.



nouvelles intérieures

Sécheresse

Les petits paysans LES PLUS TOUCHES

(Suite de la page 1)

Le lait d'hiver étant relativement plus rare, les industriels l'achètent plus cher, en faisant une péréquation pour le paiement du lait d'été. Seulement, il est clair que ce sont généralement les paysans riches qui produisent plus l'hiver et les petits plus l'été.

Autrement dit, la sécheresse va autrement dit, la sécheresse va atteindre principalement les petits producteurs de lait dont les champs sont ras comme du gazon et secs comme de la paille,

Ainsi, après deux années de baisse de revenu importante pour les petits paysan, on s'achemine cette année vers une crise agraire que I'on avait pas vue depuis longtemps.

Pour ces paysans moyens, la situation n'est pas bonne non plus. Après ces deux années dures, endettés jusqu'au cou, il leur sera impossible de se lancer dans de nouveaux emprunts pour acheter par exemple du matériel d'irrigation.

Actuellement, ces paysans, tout comme les petits, travaillent durement - on ne compte plus les horaires de 18 et 20 h par jour pour essayer de donner vie à leur terre assoiffée.

Pour les ouvriers agricoles de cette région, les conditions de vie vont se trouver

Albert Teisseyre remis en liberté

Le petit viticulteur de l'Aude, Albert Teisseyre, a été remis en liberté vendredi quitté la prison des Baumettes à Marseille. C'est là sans nul doute une victoire des mobilisations populaires qui avaient lieu pour exiger sa

Mais s'il a été remis en liberté, il n'en reste pas moins inculpé.

Lui libéré, d'autres demeurent emprisonnés et notamment notre camarade Romain Le Gal. La libération de Teisseyre n'est qu'une première victoire.

Il faut maintenant poursuivre et renforcer la lutte pour la libération des autres emprisonnés.

Plus que jamais, il importe de faire de la journée nationale d'action du samedi 26 juin une importante journée de lutte contre la répression et pour la libération de Romain Le Gal.

aggravées lourdement cette saison, aussi bien dans le secteur céréalier que laitier. Et pour une raison simple : la main-dœuvre salariée, employée par les paysans capitalistes, aura peut-être moins de travail dans les céréales mais un travail intense et pénible dans la production laitière ; ce qui au bout du compte revient au même.

CEUX QUI EN PROFITENT

Les parasites de cette société capitaliste, ceux qui empochent l'argent sans travailler, eux vont déjà audevant de bonnes affaires. Ceux-là, bénéficient de l'appui des banques et des industries agro-alimentaires:

Les gros céréaliers s'en tireront de toute façon et en plus ils bénéficieront d'indemnités proportionnelles à la surface cultivée. Mais en plus, une telle situation leur permet de spéculer. Ainsi, I'on vend 1 000 F la tonne de foin, au lieu de 200 F en temps normal. Même spéculation sur la misère avec la paille

qui se fera rare pour l'hiver prochain.

Quant aux gros producteurs de lait, pour nombre d'entre eux, ils ont déjà beaucoup à gagner avec le lait d'hiver... et toucheront quand même les indemnités.

Les autres capitalistes liés à l'agriculture font «leur beurre» : ainsi le matériel d'arrosage vendu il y a quelques mois 18 000 F coûtent aujourd'hui 25 000 F.

Les marchands de bestiaux profitent des petits éleveurs obligés de vendre leur bétail parce que dans l'impossibilité de les nourrir. Ils bloquent les prix et jouent au maximum à la baisse. Ainsi, dans cette résoir. C'est à 18 h 30 qu'il a gion, le prix de vente à la production addit baissé de 50 centimes le kilo en quelques semaines.

Voilà quelques exemples significatifs que les calamités naturelles dont la paysannerie travailleuse est durement affectée n'est pas indépendante de la lutte entre les classes à la campagne.

Dans de prochains articles, nous verrons qu'elles sont les positions des différents partis et syndicats de la bourgeoisie et nous verrons également quelles sont les revendications immédiates dont les petits paysans exigent la satisfaction. Par ailleurs, nous examinerons comment les superpuissances profitent de cette situation, et comment sous un régime socialiste, de semblables catastrophes naturelles peuvent être vaincues.

Le week-end de Giscard

«Travail, famille, patrie»

Deux jours de suite, samedi et dimanche, Giscard d'Estaing a tenu des discours dont l'idéologie n'est pas sans rappeler celle qui avait cours à l'époque de la peste brune. Les conceptions ultra-réactionnaires étaient alors synthétisées par le vieux traître Pétain (alors chef du gouvernement pro-nazi à Vichy) sous le solgan : «Travail, famille, patries. Dans ses deux discours, on peut dire que Giscard les a repris à son compte.

En effet, samedi, au Congrés de l'«Union nationale des Associations familiales», il a entre autres déclaré : «Il s'agit de créer chez tous ceux qui participent à la vie publique un réflexe familial :». Il a ajouté :

«Souvent on a considéré que les problèmes familiaux dans la société française étaient des problèmes isolés. retranchés dans un coin de la vie française. Si l'on voit au contraire la famille comme la cellule de base d'organisation de notre société il faut examiner tous les problèmes (que ce soient les problèmes d'éducation, de logement, de fiscalité, de santé) sous l'angle de la famille. Il fallait déclencher un réflexe faisant que, lorsque nous avons à étudier un problème, nous le considérions sous l'angle de la famil-

Il cherche ainsi à développer l'esprit de clan et égoiste. Il voudrait faire oublier que chacun dans la société appartient à une CLASSE sociale, que cette société est divisée en classes et non en familles ; qu'il y a deux classes antagoniques (le prolétariat et la bourgeoisie). Que ce soient les problèmes d'éducation, de logement, de santé... la fa-

Boulogne-Billancourt ARRESTATION DE 2 ANTI-FASCISTES

A l'occasion des élections cantonales de Boulogne-Billancourt, les fascistes du Front national avaient convoqué jeudi un meeting à proximité des usines Renault.

Des militants antifascistes s'étaient approchés des usines pour la sortie des ouvriers (essentiellement immigrés) de l'équipe du soir. La police est intervenue et a arrêté 2 militants antifascistes qui sont en détention provisoire et inculpés de «tentative de crime» (ils se trouvaient près d'un dépôt de bâtons et de bouteilles

Liberté pour les empri-

mille ne reglerera rien, car c'est bien la classe bourgeoise détentrice de l'appareil d'État capitaliste qui impose un système d'éducation... exclusivement au service des riches. Tant que cette classe sera au pouvoir (quelle que soit l'étiquette qu'elle se donne) il en sera ainsi, et les millions de «familles» ouvrières seront toujours durement exploitées.

Dimanche à Verdun il a déclaré : «Je viens à Verdun commémorer le 60e anniversaire de la bataille qui a été la plus longue, la plus sanglante et la plus glorieuse de toutes l'histoire de France»

Quelle drôle de «gloire» que cette boucherie (querre de 14-18) orchestrée par les principales puissances impérialistes pour le repartage du monde, où ce sont les peuples français et allemand qui s'entretuaient pour le compte de leurs banquiers et gros capitalistes respec-

Mais Giscard va plus loin, faute de glorifier les héroiques partisans tombés au ciste de 40-45, il rend hommage à Pétain, leur bourreau. Pour cela il se sert de la «victoire» de la bataille de Verdun dirigée par Pétain : «Si, plus tard, affaibli par l'age, Pétain a été associé aux défaillances et aux malheurs qui ont frappé notre pays, puisse le temps faire pour lui que son souvenir s'identifie à celui qu'en gardent les combattants qui ont servi sous ses ordres et partagé sa victoire». Non, le nom de Pétain doit rester assodié à celui de criminel, à celui de trahison.

Non, le peuple de France n'oubliera jamais les crimes commis sous le gouvernement de Pétain par ses milices fascistes

D'ailleurs Giscard a recu le soutien chaleureux (à ses déclarations) qu'il mérite : celui du fasciste Isorni ancien kollabo des nazis, puis membre de l'organisation fasciste «OAS» pendant la guerre d'Algérie

Licenciements à St-Nazaire

Les 47 ouvriers de Cornand Marine Construction (CMC) sont en grève depuis plus d'une semaine pour protester et empêcher les 33 licenciements décidés par la direction. Ils forment un piquet de grève devant l'entrée de l'entreprise. Cette entreprise fabrique des pochoirs qui servent à supporter les chaloupes dans les ba-

Les ouvriers sont syndiqués à 50 % environ à la CGT qui est le seul syndicat représenté dans l'entreprise.

Par ailleurs à Saint-Nazaire d'autres licenciements sont envisagés : une cinquantaine chez Quétin qui fabrique du matériel dentaire.

Correspondant HR



Les dirigeants du PCF soutiennent la politique agressive de l'URSS

La phase préparatoire de la conférence pourquoi ils mentent. Jamais non plus vous des partis révisionnistes européens est ne verrez la moindre information sur les de nouveau interrompue (voir article pa- manœuvres militaires effectuées par l'URSS ge 2).A cette occasion, on reparle de certaines contradictions ayant eu lieu entre le PCF et le parti de Brejnev. Le PCF souhaiterait notamment voir dans le texte une condamnation de la politique de position récentes de la part du PCF permettent de mieux voir ce qu'il en est réellement des rapports avec le parti révisionniste d'URSS. Il s'agit notamment des déclarations faites après les propos tenus par le général Méry. On a pu voir à cette occasion qu'entre Breiney et Marchais l'accord était total. Les dirigeants du PCF s'en sont pris en particulier au fait que Méry ait clairement indiqué d'où provenait la menace pour l'indépendance nationale de la France et des autres pays européens ; du socialimpérialisme russe. Les dirigeants du PCF voudraient que les préparatifs de guerre de l'URSS passent inaperçus et qu'au contraire les pays européens se fient aux paroles sur la «détente» de Brejnev. Ils cherchent constamment à dissimuler l'accroissement considérable du potentiel militaire d'agression

Les dirigeants du PCF s'en sont pris également au fait que Méry parle de défense commune avec l'Allemagne. Ils voudraient que notre peuple considère que fa menace qui pèse sur son indépendance provient aujourd'hui de l'Allemagne. Le but est clair : il s'agit de détourner l'attention de la menace sociale-impérialiste et de diviser les pays ouest-européens. A qui cela profite-t-il si ce n'est à l'URSS ?

Lisez bien l'Humanité et jamais vous intenses activités d'espionnage de l'URSS en Allemagne. Les dirigeants du PCF vouqui fait peser une menace sur l'URSS. C'est sent à tout ce qui la contrecarre.

sur le déploiement de sa flotte et son renforcement continuel en Méditerranée

Ils voudraient par contre faire passer pour agressives les mesures prises par les Giscard d'Estaing. Certaines prises de pays ouest-européens pour renforcer leur

> Ce n'est pas un hasard si la déclaration de l'agence Tass contre les propos de Méry est en tout point identique à celles du PCF. Les dirigeants de ce dernier soutiennent les activités agressives de l'URSS et s'opposent à tout ce qui les contrarie. On a pu constater qu'ils se sont réjouis publiquement des attaques de l'agence Tass. Leur désaccord avec l'URSS porte sur la tactique lorsque celle-ci , pour essayer d'endormir le gouvernement français et chercher à se le concilier, lui fait des compliments et lui adresse des paroles hypocri-

> Quand I'URSS, par contre, recourt aux attaques, ils applaudissent.

Un deuxième fait récent permet également de voir leur vrai jeu.

C'est leur soutien à la menace ouverte d'intervention militaire de l'URSS au Liban. Ils se gardent bien, là encore, de faire état de la présence de 76 navires de guerre russes en Méditerranée dont de nombreux à proximité du Liban. Ce n'est pas la première fois qu'ils soutiennent l'intervention russe à l'étranger. Ils ont appuyé ouvertement celle en Angola et cautionnent la «normalisation» en Tchécoslovaquie.

Tout cela permet de voir que, quelles n'y verrez la moindre information sur les que soient les divergences qui peuvent se manifester entre Brejnev et les dirigeants du PCF, ceux-ci soutiennent tout le temps draient faire croire que c'est cette dernière la politique agressive de l'URSS et s'oppo-



Rennes

AU CENTRE ALMA

LA LUTTE PAIE

Lormond (Gironde)

SIEMENS EN LUTTE

500,00F pour tous!

Depuis le 18 mai, 250 travailleurs de Siemens sont en grève pour une augmentation uniforme de 500 F. Les grévistes de Siemens présentent ainsi leur lutte.

Au Mammouth depuis la grève de septembre 75, le patron essaie de réprimer les employés combatifs. Il a réussi à en licencier 2 au mois de mai (cf HR No 480), mais cette fois-ci ca a raté, il s'en est pris à une caissière qui avait oublié d'encaisser un article, il l'a accusée de vol et licencié sur le champ. Aussitöt toutes les caissières débrayaient, ameutant les clients, très nombreux le vendredi à 18 heures. Face à une telle unité il a dù reculer : une demi-heure plus tard, la caissière était réintégrée. Bien qu'elle ait eu une mise à pied de 3 jours (qui n'a d'ailleurs été annoncée que le mardi) c'est une vic-

A Modilia 3000 ces jours derniers presque tous les employés se sont mis en grève, pour réclamer que le patron respecte le protocole signé en mai, qui stipulait : 1/ augmentation du salaire de base de plus de 200 F pour tous, 2/ paiement d'un rappel d'heures supplémentaires, et également diverses primes.

toire de tous les employés

dans la lutte contre la ré-

pression

2 jours plus tard, le patron cédait sur les points principaux et les 17 employés reprenaient le travail, heureux de leur victoire pour cette première grève (le magasin a 3 ans)

Correspondant HR

Le centre Alma comprend 2 grandes surfaces : Printemps et Mammouth et des magasins indépendants.

Les travailleuses familiales en grève

A partir de mercredi 9 juin, les travailleuses familiales entament une grêve reconductible ; elles ont pris l'organisation du travail en mains et assurent le service des urgences en cours

A ce jour, aucune satisfaction n'a été donnée aux revendications des travailleuses familiales en ce qui concerne :

- salaires
- garantie de l'emploi
- exercice normal de la profession

A savoir : les rappels de salaire impayés depuis 1974, salaires versés par accompte et avec parfois un mois de retard, les conditions actuelles du travail qui mènent à la disparition de la profession.

Les travailleuses familiales en grève exigent que des négociations soient engagées rapidement avec les organismes employeurs.

Communiqué de la CFDT Santé et Services sociaux de Bayonne

«A longueur d'année, la presse, la radio, la télé nous intoxiquent de «match du siècle», de «combat du siècle», d'«affaires du siècle» et de «catastrophe du siècle». NOUS, avec des moyens plus modestes dans un but d'information et de soutien, nous vous faisons part de notre «petit match» dans le mouvement social.

D'un côté : Siemens-Lormont faisant partie du trust allemand au chiffre d'affaires mondial de 18,3 milliards de francs réalisé pendant le premier semestre de l'année, qui excède de 12% sur l'exercice précédent ! L'usine Siemens-Lormont ayant déjà fait parler d'elle l'an dernier en licenciant 60 travailleurs (es) pour des raisons économiques!

De l'autre côté : 250 travailleurs environ sont en grève depuis le 18 mai et revendiquent entre autres 500 F d'augmentation uniforme. Depuis le premier jour de la grève ces travailleurs se sont organisés en «comité de grève», hors de toute chapelle syndicale, ont élu des délégués d'atelier révocables à tout moment, et prennent les décisions importantes dans les assemblées générales souveraines!

Combat inégal certes ! Mais à combien intéressant, mis à part son côté vital pour nous, et où nous avons dėjà obtenu une première victoire : celle de décider nous-mêmes de notre lutte».

(Extrait d'un tract du comité de grève.)

Comme vous le voyez, amis lecteurs, la lutte des travailleurs et des travailleuses de Siemens est exemplaire à plus d'un titre :

Tout d'abord par Lorganisation même de la lutte. Comme de nombreux travailleurs en France, les grévistes de Siémens ont ressenti la nécessité d'une organisation démocratique, réellement contrôlée par l'ensemble des grévistes, impossible à manœuvrer depuis les bureaux d'une quelconque Union départementale. Ils ont formé un COMITÉ DE GREVE.

Ensuite, par la clarté des revendications avancées : 500 F pour tous; incorporation de 75 % de la prime de service dans le salaire de base ; révision de la prime de transport. Ainsi tous les grévistes sont fermement unis. Ainsi le patron ne peut espérer les diviser en accordant 7 % par ici, 6 % par là, et rien ailleurs.

Cette unité, cette fermeté des travailleurs de Siemens ne plaît pas à tout le mon-

Le patron tente d'isoler le mouvement, de le pourrir. Il a accepté de lâcher «5 % de la masse salariale»... En termes plus simples, ça fait 110 F par travailleur... Ça fait loin du compte ! Il joue sur la présence dans l'entreprise de 15 intérimaires et de 65 travailleurs sous contrat. Ces 80 travailleurs ne peuvent se mettre en grève sans perdre leur emploi du jour au lendemain... Mais tout indique qu'une partie d'entre eux n'attend secrètement qu'une chose : que les grévistes les «empêchent» d'entrer.

Pendant que la direction tente de pourrir le mouvement, d'autres ont une très curieuse conception de la solidarité aux travailleurs en

Il y a une semaine, «le syndicat de la métallurgie CGT de la Gironde» s'adressait aux travailleuses et travailleurs de Siemens pour leur apporter sa «solidarité à leur lutte» ... en distribuant

Après quelques politesses sur «la pleine et entière solidarité au combat que vous avez engagé» ce tract affirme: «VOS REVENDI-CATIONS SONT PLEINE-MENT JUSTIFIÉES». La CGT reprendrait-elle à son compte la juste revendication d'augmentation uniforme des salaires ? Et bien, le tract ne le dit pas ! Ils n'osent pas défendre leurs sacro-saintes augmentations en pourcentage. Elle dit que Siemens peut payer. tous les grévistes le savent et là n'est pas la question. Siemens doit payer, point c'est tout !

Ce qui gêne ces messieurs du PCF/CGT dans la lutte des travailleurs de Siemens, c'est que «le conflit se déroule en dehors des organisations syndicales» (en dehors en particulier de la leur...) Alors ils insinuent : «Certains de ceux qui «poussent» dans ce sens (dans le sens de l'autonomie de la lutte par rapport aux directions syndicales) bénéficient à l'heure actuelle d'une couverture syndicale pour s'être présentés comme CGT à une époque». Alors ils désavouent les militants CGT de la boite (qui sont actifs dans le comité de grève) : «En clair, aujourd'hui, à Siemens-Lormont, il n'existe plus aucune organisation efficace et responsable : la CGT n'existe plus depuis le début 75...» Alors, ils tentent de diviser les grévistes : «Nous vous appelons à adhérer à la CGT pour constituer votre syndicat CGT dans l'entreprise, pour, dans l'immédiat, contribuer à rendre payante votre lutte.» Aujourd'hui, la constitution d'une section syndicale CGT dans l'entreprise aboutirait à diviser le mouvement, à diviser le comité de grève, à le faire éclater alors qu'il est l'instrument que se sont donnés eux-mêmes les travailleurs en lutte!

Enfin un bulletin d'adhésion à la CGT vient couronner ce tract de prétendue «solidarité». Du côté des grévistes, personne ne l'a rempli, mais peut-être une section syndicale CGT se constitue-t-elle avec les nongrévistes ?!

Aujourd'hui, malgré les manœuvres de la direction et des dirigeants CGT, les travailleurs de Siemens sont fermement décidés à continuer et à durcir leur mouvement. L'idée d'un comité de soutien placé sous la direction des grévistes a été lancée.

Unis et résolus, les travailleurs de Siemens peuvent vaincre. Ils ont déjà remporté une première victoire. Malgré les dirigeants CGT ils dirigent eux-mêmes leur lutte!

> Correspondant HR avec des travailleurs de Siemens en lutte.

Nice

LA GREVE SE POURSUIT **A CAP 3000**

Aux Nouvelles Galeries-CAP 3000 à St-Laurent-du-Var, les employés sont en grève depuis le 28 mai. Cette entreprise est la plus importante des Alpes mariti-

Un vote à bulletin secret devant décider pour ou contre la reprise, s'est déroulé jeudi midi. Le personnel gréviste s'est prononcé massivement pour la continuatuon du mouvement (365 sur 412). Le directeur Klein n'a qu'à bien se tenir I Ses menaces de la veille n'ont pas réussi à diviser et démobiliser les employés. Lors de l'entrevue, des fissures sont apparues dans la belle assurance des patrons. Cela n'a fait que renforcer la détermination et l'unité du personnel. Les principales revendications mises en avant par les grévistes concernent : l'augmentation des salaires (200 F pour tous), l'aménagement des horaires et les conditions de travail.

Correspondant HR.

Succès du meeting des Cables de Lyon

LA REPRESSION, NOUS L'ECRASERONS!



C'est au chant de l'Internationale que se clôt le meeting des. Câbles (photo HR).

Samedi soir, se tenait à la Maison du Bourgeois à Besançon ont témoigné des Peuple à Clichy, un meeting contre la répres difficiles conditions de travail et de lutte sion organisé par la section CGT de l'usine Clichy A des Câbles de Lyon. Près d'un millier de travailleurs de Clichy et des alentours sont venus apporter leur soutien à la juste lutte des ouvriers des Câbles et ceux d'autres entreprises qui étaient venues apporter leur témoignage.

Ainsi des représentants de l'usine Bourgogne électronique (filiale de Thomson) à Dijon, et Henri Mandrille de l'école d'éducateurs de Marseille (l'IFES), ceux qui sont appelés les «licenciés de Durafour», qui avaient déià donné des indications sur leur lutte au cours de la conférence de presse qui avait précédé le meeting.

Des représentants CFDT-CGT de l'usine notre prochaine édition.

dans ce bagne : B... comme Bourgeois, B... comme Bénéfices, B... comme Bagne». Une élève-infirmière, déléguée CFDT, licenciée ces jours-ci, a rappelé la lutte menée à l'école d'infirmières de Garches (Assistance publique). C'était la première fois que les flics intervenaient à l'AP et qu'une déléguée est licenciée.

Comme l'a indiqué Jean-Louis Raboutet, secrétaire de la section CGT des Câbles de Clichy A: «On est pas tout seuls à subir la répression» et d'indiquer que «ce qui compte maintenant, c'est d'obtenir des victoires, de tracer des perspectives».

Nous reviendrons sur tout cela dans



la France des luttes

Le petit bloc-notes du patronat

LE FUTUR PATRON **DE PARISBAS:** PIERRE MOUSSA

A titre d'information, nous publions le curriculum vitae du futur président d'une des plus grandes banques. Il n'est pas inutile de connaître le passé de ceux qui détiennent dans leurs mains des centaines de millions récoltés sur le dos de millions de travailleurs.

Le Conseil d'administration de la Cie financière s'est réuni récemment. A la demande de son président, J. de Fouchier, il a porté P. Moussa, jusqu'alors administrateur-directeur général, au poste de vice-président. Lorsque J. de Fouchier prendra sa retraite au printemps 78, il le remplacera.

Né en 1922 à Lyon, P Moussa entre à Normalesup et passe une agrégation de lettres. En 1945, changeant d'orientation, il entre a l'inspection des Finances.

De 1949 à 1955, il appartient, d'abord comme simple conseiller technique, puis comme directeur, à plusieurs cabinets ministériels, dont le principal est celui de Robert Buron, successivement ministre des Affaires économiques et ministre de la France d'Outre-Mer.

De 1954 à 1959, il est d'abord directeur des Affaires economiques et du Plan à la France d'Outre-mer, puis directeur des Transports aériens au secrétariat général de l'Aviation civile. Il y acquiert la réputation de spécialiste des questions du tiers monde.

Il publie alors plusieurs ouvrages : - "Les chances économiques de la communauté franco-africaine» ; «L'économie de la zonefranc»; «Les Nations prolè taires», ce dernier, publié aux Éditions du Seuil, le fait classer parmi les «tier-mon

Expert des problèmes de développement économique, Moussa quitte l'administration pour devenir, pendant deux ans (62.64) directeur du departement Afrique de la Banque internationale qui dépend des Nations-Unies et dont le siege est à Washington Comme directeur de la BIRD, il parcourt l'Afrique à plusieurs reprises et lie des relations personnelles avec certains dirigeants.

En 65, après 20 ans de fonction publique, il entre dans le secteur privé en commençant par la Fedération française des sociétés d'assurances dont il devient très vite président, il quitte ce poste pour la présidence de la Sopad, filiale française du groupe Nestlé.

En 1969, il rejoint la Banque de Paris et des Pays-Bas avec le titre de directeur général, chargé de la direction des Finances et des Investissements II en de vient administrateur en 1971, puis vice-président en 76. En même temps, il collectioneles postes d'adminis-: Campenon-Bernard, Club Méditerranée, Chargeurs réunis, Wagonslits. Union financière et bancaire Italamérica etc.

Il est membre du Comité consultatif de la Librairie Hachette et du conseil de Surveillance de la Cie bancaire. Il siège dans les conseils de plusieurs groupes financiers franco-américains. Il est co-chairman de Warburg-Paribas Inc., dont il a été un des créateurs.

Parlant de Paribas, P. Moussa déclare : «Cette maison, qui a un grand passé, était très désorganisée au lendemain de la dernière querre. Après la Libération, elle était divisée en factions opposées. Le mérite de Jean Reyre a été de reconstituer une équipe unie et de rendre à l'établissement force et viqueur - Jacques de Fouchier, pour sa part, lui a donné de nouvelles dimensions, notamment sur le plan international. (...)

»Plus i'v réfléchis, plus je crois que le concept de banques d'affaires "à la française" est extrêmement utile et plus que jamais dans le monde d'aujourd'hui. Pouvoir à la fois accorder un crédit à une entreprise, monter pour elle un emprunt sur le marche financier, et enfin contribuer au remodelage de son capital, en prenant s'il le faut soimême une participation, c'est vraiment pouvoir jouer sur tous les claviers. Grâce à cela, je crois que les banques d'affaires à la française peuvent jouer dans la restructuration du tissu industriel national et dans l'implantation française à l'échelle internationale, un rôle dont l'équivalent n'est offert, ni par les "investment banks" américaines, ni par les "marchant banks" anglaises, ni par les banques commercia-

Logement

Nice

Au 37e Congrès de l'Union des organismes HLM

EMPOIGNADES ENTRE CLIQUES BOURGEOISES

à propos du rapport Barre-Nora

Du 9 au 12 juin, s'est tenu à Nice le 37e Congrès de tions, reflets d'intérêts divergents, entre la fraction actuellel'Union des organismes HLM. Il a été le théâtre de luttes acharnées entre fractions bourgeoises sur la question de la politique à mener en matière de logment dit social. Le rapport Barre-Nora en particulier a suscité de vives opposi-

HLM regroupe l'ensemble construction au rabais, éloides sociétés, offices publics ou privés, qui construisent des logements dits sociaux. L'Union est composée de représentants de tous les conseils d'administration de ces sociétés ainsi que de représentants de municipalités de droite ou de «gauche». Le président de l'Union, Bernard Lion, est pour sa part connu pour son appartenance au Parti socialiste. Mosaïque rassemblant toutes les tendances de la bourgeoisie, l'Union est loin d'être homogène. Elle est au contraire un lieu d'affrontement intense entre les différentes cliques bourgeoises de «gauche» comme de droite.

«AIDE A LA PIERRE» OU «ALLOCATION-LOGEMENT» ?

Cette année, c'est un silence glacial que les congressistes avaient réservé à Roger Galley, ministre de l'Équipement. C'est qu'en effet une réforme présentée par le gouvernement - le «rapport Barre-Nora», du nom de ses rédacteurs - est au centre des débats depuis plusieurs mois dans les milieux de la construction de logements, et qu'elle y provoque de sérieuses contradictions.

Pour la bourgeoisie, il y a deux manières d'essayer de limiter la colère et la lutte des travailleurs confrontés de plus en plus aux loyers exorbitants, aux charges écrasantes et aux conditions de logement lamentables.

La première consiste en des prêts que l'État peut concéder à faible taux d'intérêt aux organismes de construction d'HLM. C'est «l'aide à la pierre». Ces prêts permettent de construire des logements dont le prix de revient est moins élevé et dont les loyers pourraient donc, théoriquement, être moins cher - dans le secteur libre, c'est-à-dire le secteur où les propriétaires fixent le montant des loyers comme bon leur semble. Cependant, ces logements, on en connait les caractéristiques : entassement de milliers de person-

L'Union des organismes nes sur un espace réduit, gnement des lieux de travail, absence des équipements collectifs indispensables, etc.

La seconde manière qui vise le même objectif, détourner les travailleurs de la lutte en faisant miroiter devant eux une prétendue aide, réside dans l'attribution d'une « allocation-logement». C'est une aumône que la bourgeoisie jette à un petit nombre de familles qu'elle transforme ainsi en assistées. La réforme Barre-Nora pour sa part propose de supprimer l'aide à la pierre et «d'étendre» l'allocation-logement.

Supprimer l'aide à la pierre revient à : lever toute limitation sur le prix des terrains, la spéculation foncière connaitra ainsi un renouveau de vigueur ; donner un coup de pouce aux profits dans la construction et la promotion de tous les immeubles ; donner le feu vert aux propriétaires qui pourront augmenter les loyers sans limite. Ainsi toutes les fractions de la bourgeoisie qui extorque des profits dans l'immobilier seront satisfaites - spéculateurs fonciers, promoteurs, gros entrepreneurs, propriétaires -, à l'exception d'une seule, celle des notables gestionnaires des offices HLM. Supprimer l'aide à la pierre c'est en effet sonner le glas des profits qu'une fraction de la bourgeoisie réalise dans les organismes HLM.

QUAND LES REVISIONNISTES DEFENDENT LE «LOGEMENT SOCIAL»

Le transit des subventions par le canal des offices HI M intéresse beaucoup les révisionnistes : il leur permet de s'assurer une clientèle politique, y compris dans les rangs des patrons. Il faut savoir en effet que ce sont les offices HLM qui ont le pouvoir d'attribuer les adjudications à telles ou telles entreprises, celui aussi de distribuer, ou de refuser appartements et baux de commerce à tels ou tels. L'on comprend que les révisionnistes voient là un bon ment dominante de la bourgeoisie - la bourgeoisie classique, qui siège au gouvernement - et la bourgeoisie bureaucratique de parti que constituent les révisionnistes.

moyen de gagner à eux des couches qu'ils esperent entrainer dans leur course aux fauteuils ministériels.

Aussi ne faut-il pas

s'étonner qu'aux premiers rangs des opposants à la réforme Barre l'on trouve les révisionnistes. Cette opposition, ils l'ont baptisée «défense du logement social», mais cette façon d'appeler les choses cache mal les intérêts bourgeois que défendent les révisionnistes. Ces intérêts se situent sur deux plans, politique et économique. Leur présence dans les offices HLM permet aux révisionnistes de s'assurer un certain nombre de bulletins de vote, nous l'avons vu. Mais gérer les offices HLM ne va pas non plus sans faire d'appréciables profits - d'autant que, et ce n'est pas un mystère pour personne, les opérations ni tout à fait régulières ni tout à fait légales sont légion dans cette «profession». La bourgeoisie révisionniste, dont la caractéristique n'est pas la propriété individuelle de capitaux importants mais d'être une bourgeoisie bureaucratique qui se développe dans des activités parasitaires - comme l'import export pour Jean Doumeng - trouve là justement un terrain privilégié pour se développer. Ainsi en fait de «logement social», ce que défendent les révifertile qui peut assurer la croissance de la bourgeoisie bureaucratique de parti qu'ils constituent.

Le congrès a montré que les révisionnistes semblent avoir rallié du monde à leur position. Galley lui-même n'a-t-il pas du revenir sur les conclusions du rapport Barre et se prononcer en faveur du maintien de l'aide à la pierre, qu'il souhaiterait cependant voir diminuer, et d'une faible extension de l'allocationlogement?

LOGEMENT ET «CITOYENNETÉ DES LOCATAIRES»

Lors d'une entre des représentants de la Fédération des locataires des Alpes maritimes, affiliée à la Confédération nationale du logement (CNL), et des congressistes ; les délégués des organismes HLM ont lancé un émouvant appel à la collaboration entre les offices HL M et les locataires affirmant que «nous sommes sur la même barque», qu'il ne faut «pas se tromper d'ennemi», et que «le problème du logement qui est un problème de société se règlera par la citoyenneté

des locataires» ! En clair, cela signifie que lorsque, pour arracher de meilleuresconditions de logement, des locataires entrent en lutte contre la hausse des loyers et des charges, ils mettent en péril l'institution HLM - ō combien sociale ! - et se trompent d'ennemi. Encore une fois pour les révisionnistes, les travailleurs doivent abandonner toute action de masse pour imposer leurs droits, seule «leur citoyenneté» est en mesure de régler les problèmes traduisez : en votant pour la fausse gauche. Pour avoir plus de chances d'entrainer les locataires sur cette position bourgeoise, les faux communistes sont prêts à leur concéder une représentation dans les conseils d'administration...

Ces propos, s'ils ont rencontré un écho auprès des dirigeants confédéraux de la CNL - et pour cause ils sont eux-mêmes gestionnaires d'offices HLM dans des sionnistes c'est un terrain municipalités révisionnistes -, n'ont suscité que scepticisme et méfiance chez les représentants d'amicales de locataires engagées dans des luttes. Ce qui laisse à penser que sur le front du logement comme sur celui des entreprises la politique révisionniste a de plus en plus de mal à s'imposer aux travail-

> QUAND VOUS **AVEZ LU LE** QUOTIDIEN **NE LE JETEZ PAS!** DONNEZ-LE **OU AFFICHEZ-LE!**

informations générales

Enquête

LES CERISES DE LA COLERE (1)

Si l'on parle souvent des luttes des viticulteurs du Sud-Ouest, les petits producteurs de fruits et légumes du Vaucluse sont un peu oubliés. Le Vaucluse passe pour une région riche, à cause des exploitations autour de Cavaillon. Mais la grande majorité de la production de cerises est assurée par des petits paysansdu massif du Lubéron, au sud-est d'Avignon, la connaissance de leurs conditions de travail et de leurs luttes est une condition indispensable à la solidarité ouvriers-paysans.

Il faut que l'on sache que lorsque les travailleurs parisiens et d'autres grandes villes voient les cerises à 7 ou 10 F chez l'épicier, on en offre 0.70 ou 0,80 F aux paysans.

C'est pourquoi nous avons réalisé cette enquête auprès des petits paysans.

Dans le Lubéron, le temps des cerises n'est pas celui «où l'on s'en va deux cueillir en révant des pendants d'oreilles» comme le dit la chanson de Clément. C'est 25.000 tonnes de cerises qu'il faut ramasser dans une période de 3 semaines. Autant dire que les 28000 producteurs de cerises ne chôment pas.

Mais cette année, les journaux ont enfin du parler des paysans du Lubéron : manifestation et camion brûlé y sont pour quelque chose

cerise 1,60 F/kg; en 1973 on payait la cerise 2,50 F en 1974, on payait la cerise 2,70 F; en 1975, on leur a payé 1,60 F/kg en trois parties : une en juillet, une en novembre et la dernière récemment ; ce qui avec la dévaluation de la monnaie, a abaissé le prix à

Le FORMA (Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles) avait prévu 0,12 F de subventation par kg (au total 25 millions) ...ils n'ont toujours pas été payés!



Les cerises ne seront peut-être même pas cueillies. I Photo

2,50 F/kg sans aucune marge bénéficiaire pour le pay-

Ceci pour la cerise de transformation destinée à la confiserie. La cerise de consommation s'achète, elle aussi à des prix très bas, alors que son coût de production est plus élevé (3,50 F/kg)

A cause de l'anarchie du système capitaliste (incapa-

En 1973, l'entreprsie fait 4 milliards de bénéfices.

Mais en 1975, c'est le crack : il y a un trou de 4,5 milliards. Les pratiques des patrons n'y sont pas pour rien, eux qui avaient l'habitude de piocher allègrement dans les caisses.

Berriès-Ford pour 20% et surtout...Clin-Midyle 3e trust pharmaceutique mondial, reprennent l'affaire. Le trust de la pnarmacie est allèché par la perspective de gros bénéfices que laisse prévoir le monopole de la cerise confite d' Apt-Union.

D'après les calculs de ces capitalistes, il faut produire les cerises à 5,60 F pour qu'elles soient compétitiveves...ce qui leur impose ?) d'acheter la cerise à 1,60 F/kg.

Ces messieurs considèrent naturellement que la rétribution des paysans est compressible selon leurs impératifs économiques! Tandis que leurs bénéfices doivent être en augmentation

Ils menacent d'acheter cerise en Italie ce qui grace à la dévaluation de la lire leur revient à 1,10 1,10 F/kg. Ils font même le chantage à la fermeture de l'usine où travaillent 400 ouvriers.

(suite demain)

Index des sigles :

MODEF : Mouvement de défense des exploitations familiales sous direction

FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles dirigée par les gros propriétaires.

FORMA : Fonds d'orientation et de régulation des marchés

CRAV : Comité régional d'action viticole.

Faire preuve d'initiative contre la répression pour développer l'action

Les marxistes-léninistes de la Caisse d'épargne de Paris, nous ont fait parvenir une motion envoyée respectivement au Bureau national CFDT et aux emprisonnés politiques accompagnée de signatures d'employés de la Caisse d'épargne. Cette motion rédigée par la Commission exécutive de la section CFDT de l'entreprise témoigne, comme d'autres initiatives du même type, de la volonté d'un nombre toujours plus grand de travailleurs d'engager sans retard la lutte effective contre la répression politique et antipopulaire du pouvoir.

Cette initiative se place sur le juste terrain de l'union entre les différentes luttes populaires anticapitalistes ; de la mobilisation des masses contre la répression à l'inverse des déclarations de dirigeants politiques bourgeois qui, de Marchais à Maire, n'agitent le mot d'ordre de défense des libertés que dans un but de rivalité électorale avec l'autre clan de la bourgeoisie actuellement au pouvoir ; du soutien aux initiatives révolutionnaires des masses pour riposter à la violence réactionnaire de la bourgeoisie.

Nous présentons de longs extraits de cette motion.

Par cette motion, la section syndicale CFDT de la Caisse d'épargne de Paris a voulu protester contre le silence de la Confédération à propos de la montée de la répression exercée par l'État des patrons sur les masses populaires qui refusent de plus en plus de faire les frais de la crise du capitalisme, La section a voulu lui rappeler ce principe cher au mouvement ouvrier : «Lorsqu'une partie des travailleurs est touchée par les attaques de la bourgeoisie, c'est tous les travailleurs qui sont tou-

Affolé par la combativité toujours croissante des travailleurs en lutte (...), le pouvoir des patrons a renforcé l'arsenal des lois fascisantes déjà existantes.

Il n'hésite pas à emprisonner des délégués syndicaux combatifs, à les licencier au mépris de sa propre légalité, à pratiquer la chasse et le matraquage des travailleurs immigrés comme «aux beaux jours» de la guerre d'Algérie, à les réprimer, les expulser, à tirer sur les paysans en tuant deux (l'un à Épinal, l'autre à Montredon), à blesser grièvement une jeune ouvrière de Fougères, etc., la liste serait encore bien lon-

Albert Teisseyre petit viticulteur de l'Aude qui défendait sa terre, synonyme de pain a été inculpé et emprisonné.

Edmond Siméoni (...) déféré devant la cour de sûreté de l'État après Aléria, passe actuellement en jugement et est passible de la peine de mort.

- Récemment, 5 militants de Lorient étaient arrétés et inculpés de «reconstitution» du Parti communiste marxiste-léniniste de France interdit en 1968. Plusieurs d'entre eux sont militants CFDT. Ils ont été déférés devant la cour de sûreté de l'État. L'un d'entre eux, Romain Le Gal (ouvrier de mairie, militant CFDT), est toujours empri-

- D'autres prisonniers politiques se trouvent encore dans les geoles.

(...) Nous vous demandons d'élever des protestations puissantes dans l'ensemble du pays, de lever une grande campagne contre la répression et d'appuyer l'action des différents comités de soutien (des petits paysans, des Corses, de Lorient, etc.) pour exiger la libération : d'Albert Teisseyre, d'Edmond Siméoni et de ses camarades, de Romain Le Gal (militant CFDT) et de tous les prisonniers politi-

(...) Camarades il est urgent de répondre aux menaces du pouvoir par une riposte puissante (popularisation, manifestations de rue) rapide, massive. (...)

Soyons à l'offensive contre la répression.

Salutations syndicalistes. La Commission exécutive



Apt-Union, 4 milliards de bénéfices en 74, aujourd'hui menace de licenciement pour 400 ouvriers et de ruine pour 2800 familles de paysans. (photo HR).

Que l'on juge la justesse de leur colère sur ces chiffres : en 1972, on payait la

TARIFS D'ABONNEMENTS	
Pli ouver	
1 mois	
3 mais	r
6 mais 190	F
Soutien 300	F
1 mois 60	775
3 mois 180	E
6 mois 360	F
Soutien 500	F
CCP : L'HUMANITÉ ROI GE No 3022672 L Source.	U-0

Cette année, l'on propose aux producteurs de cerises le prix de 1,60 F/kg... PRIX RIDICULE lorsque I'on sait qu'il faut une journée pour ramasser 100 kg de cerises bigarreau ; c'est-à-dire 8 heures de travail à 12 F (8 Fde salaire plus 4 F de charges) d'un ouvrier agricole, ce qui fait à peu près 100 F. II reste au paysan 60 F qui ne couvrent même pas les dépenses du travail de l'année : 400 F/ha de matériel (tracteur, etc.) et 2 000 F à l'ha d'engrais.

Le Centre technique du Génie rural des eaux et forêts a estimé le coût de production pour l'année 1975 à cité d'absorber la récolte lorsqu'elle arrive) et des spéculations des expéditeurs, des paysans ont dù vendre leurs cerises à 0,70 F et 0,80 F/kg.

Mais la palme du cynisme revient sans doute à l'entreprise Apt-Union. Son histoire est liée à cetle de la ré-

En 1962, 20 petits patrons de la confiserie s'associent et fondent APT-Union qui devient vite le plus gros fabricant de cerises confites d'Europe. L'usine exporte jusqu'aux USA et en Angleterre (pour le cake).

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS agricoles. D'ICI LE 30 JUIN



culturel

Une exposition historique

LA LUTTE DES PEUPLES CONTRE LA MONTEE **DU FASCISME (1930-1939)**

Dans le cadre des activités culturelles entreprises cette année (pièce de théâtre sur la lutte contre les charges de chauffage à Rennes, débat sur l'urbanisme capitaliste, conférences sur la santé physique et mentale en Chine, films sur des luttes ouvrières, soirée anticolonialiste sur le Tchad et la Guadeloupe, etc.), la librairie Le Sel de la Terre a organisé une exposition historique.

Cette exposition a été réalisée à l'aide de documents de presse de l'époque, tirés de journaux comme l'Humanité ou proches du PCF (Monde dirigé par Barbusse) ou socialistes (Vu et Lu) prêtés par un vieux militant antifasciste de St-Brieuc.

Ce travail, réalisé par une équipe, montre que l'histoire n'est pas réservée aux «spécialistes universitaires» et particulièrement aux historiens révisionnistes qui étendent leur influence partout.

L'axe central de l'exposition essaie de montrer comment les prolétariats et les peuples des pays d'Europe ont lutté contre la montée du fascisme à une époque où les dangers de guerre se développpaient en Europe.

La le partie montre la nature de classe du fascisme qui exploite les masses populaires tout en les encadrant idéoligiquement. Des exemples concrets (caricatures, chiffres, articles) soulignent que le fascisme c'est la «dictature financière» (Dimitrov). Elle souligne la démagogie pacifiste grossiére de Hitler et Goebbels, alors que l'Allemagne se réarme à marche forcée pour obtenir un repartage du monde à son profit. Elle présente également le rôle du PCF et de l'Internationale communiste.

La 2e partie relate la tentative de coup d'état des liques nationalistes et fascistes, le 6 février 1934. La ligne développée par le PCF servira d'exemple lors du 7e Congrés de l'Internationale com-

La 3e partie illustre la marche à la guerre (campane d'Ethiopie en 1935, rébellion des généraux félons Espagne en 1936, trahison de Munich) et la lutte des peuples contre le fascisme. Des photos donnent une idée du peuple en armes dans l'Espagne républicaine au combat. L'exposition souligne la diplomatie tortueuse des «démocraties occidentales» sur la défensive en apparence, mais cherchant avant tout à préserver leurs intérêts de classe et leurs empires coloniaux. Face à cette démission des pays capitalistes le rôle de l'URSS de Staline est expliqué dans cette 3e

La dernière partie souligne le soutien internationaliste aux républicains espagnols: Brigades internationales, aide matérielle de l'URSS, soutien ferme des communistes en France, Secours rouge international.

Deux panneaux d'introduction essaient d'éclairer les problèmes actuels en soulignant que «les facteurs de révolution et de guerre croissent en même temps». Il ne s'agit pas de calquer la situation des années 30-40 sur la situation actuelle, mais de dégager les leçons du passé en montrant l'importance de la lutte des peuples contre le fascisme et en développant l'histoire du Mouvement communiste international.

C'est là une tentative d'histoire populaire, elle circule dans les lycées et les MJC de la ville, un débat est envisagé avec la participation de témoins de cette époque.

Le travail historique n'est pas neutre. Il doit se mettre sur des positions de classe, au service du prolétariat et des masses populaires. Comme le dit Mao Tsé-toung, ce sont les masses qui font l'histoire, et ce sont elles qui doivent l'écrire. Par exemple, pourquoi à la suite d'une lutte les travailleurs n'en feraient-ils pas l'historique pour en dégager les enseignements essentiels? Pourquoi des maintenant ne constitueraient-ils pas des archives populaires sous leur contrôle (tracts, articles de presse, films, etc.)? travailleurs peuvent prendre en mains leur histoire et arracher son monopole idéologique à la bourgeoisie de droite (Dossiers de l'écran, Historia..) comme à celle de gauche, notamment en levant le masque des «grands historiens marxistes du PCF» qui nient la lutte des classes dans leurs «brillants travaux universitaires».

L'exposition est disponible au

Sel de la Terre 14 rue du MI Foch 22000 St Brieuc

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

Télévision

«PSAUME ROUGE»

de Miklos Jancso

Vendredi soir, le ciné-club avait à son programme le film «Psaume rouge» de Miklos Jancso. Le thème de ce film - on ne peut pas parler d'histoire racontée a un certain rapport avec les luttes paysannes hongroises du 19e siècle. D'une très curieuse facture, le film est une suite de longues séquences où «l'action» se déroule. Rejettant tout principe de «montage» Janeso fait se dérouler les divers événements de l'histoire qu'il conte dans une même scène, un seul endroit. Un peu le théâtre, mais un curieux théâtre. Car c'est là que l'on voit à quel point la forme d'une œuvre artistique correspond à son contenu : ce procédé engendre une sorte de vision complètement irréaliste de l'histoire au cours de laquelle on voit constamment dans une méme scène et sur un même lieu opprimés et oppresseurs. Dans un va et vient incessant et très éprouvant pour le spectateur, les paysans évoluent au milieu de leurs exploiteurs et de leurs soldats. C'est-à-dire qu'interviennent, dans les scènes, des rapports complètement absurdes - mais qui ne sont pas innocents de la part de Janeso - entre exploiteurs et paysans : ils sont véritablement amenés à se supporter les uns les autres. Si on voulait trouver l'exemple formaliste en art de la théorie révisionniste de la lutte des classes, de la collaboration des classes, etc, en une illustration «d'avant-garde». Jancso réalise ces longues séquences parce qu'il estime qu'elles sont «beaucoup plus respectueuses pour le public, lui laissant le temps de réfléchir tandis que l'action se déroule». Il est vrai que le film donne beaucoup à réfléchir au spectateur mais c'est surtout pour essayer de comprendre quelque chose. La fin du film ne manque pas de laisser dans les têtes un enchevetrement complexe d'images, d'idées contradictoires, enfin bref : on n'y comprend rien! Ces paysans qu'on nous montre ressemblent à des objets exotiques ou folkloriques, tels qu'ils seraient vus par des bourgeois. Ceux-ci évoluent en rondes perpétuelles, chants

et danses - au demeurant

fort jolis - : c'est un rituel

permanent, la liturgie du

pauvre, sans doute. Leurs

seules armes sont le chant,

les paysannnes qui se dénu-

dent pour faire «passer» les

soldats à leurs côtés, etc.

Passant par là, on voit un «socialiste», ou plutôt ce qu'est un socialiste pour Janeso. Celui-ci déclare «Etre socialiste, c'est être pacifique. Nous devons créer un parti pacifique. Pas de violences. Exigeons des lois sociales». Il avait la tête de Marchais celui-là, nous direz-vous? Pas du tout, mais il parlait le même langage. Ecoutez encore la jus-

tification que donne Jancso à ces révoltes polulaires : «Chacun a droit à des droits à sa naissance, le peuple a été privé des siens». Bien sûr : exploiteurs et exploités doivent avoir les mêmes droits! Tel est sans doute la conclusion à laquelle Jancso veut faire arriver le peuple avec un tel film.

Aux éditions du Centenaire

TOUS LES DISQUES CHINOIS

Les Éditions du Centenaire sont maintenant pourvues de la totalité des disques chinois au catalogue des Éditions de Pékin (Guozi Shudian).

Ces disques sont le reflet de la richesse et de la variété sans cesse renouvelée de la musique, la chanson, la danse et l'art dramatique chinois. Écouter, faire écouter, diffuser et faire connaître les disques chinois, voilà un aspect important de la connaissance de la révolution chinoise dans le domaine culturel et artistique, et de l'amitié avec le peuple chinois révolutionnaire et créateur.

Voici une première sélection de disques

L'Internationale (Face 1 : chœur, face 2 : fanfare) (A)

L'Orient est rouge - La navigation en haute mer dépend du timonier (Face 1 : chœur, face 2 : fanfare) (A)

Hymne national de la République populaire de Chine (instrumental) (A)

Dix chants révolutionnaires historiques (chants) (A)

Président Mao, vous êtes le soleil rouge dans notre cœur (chœurs) (B) Le soleil radieux illumine le drapeau rouge (chœurs et

chants) (B) Les ouvriers, paysans et soldats sont l'avant-garde de la révolution (chœurs et chants) (B)

J'aime Tien-an-men de Pékin (chœurs et chants) - chansons révolutionnaires pour la jeunesse et les enfants (B).

Il faut prendre la relève du communisme (chants pour enfants) (A)

Le chant des petits soldats rouges (chants pour enfants) (B)

Les ouvrières du textile (chants et danse) (B) Les troupes en marche (musique de danse) (A)

Concerto pour piano «le fleuve jaune» (B) Président Mao vous êtes le soleil rouge dans notre cœur (musique militaire) (A)

Marche des sportifs (musique militaire) (A)

Dix chants révolutionnaires historiques (fanfare - orchestre de l'Armée populaire de libération) (A)

Printemps précoce à la commune (instruments traditionnels : pantion, pipa, flûte de bambou, souona...) (B) Le canal du bonheur (instruments traditionnels) (A)

La prise de la montagne du Tigre (Opéra à thême révolutionnaire contemporain. Morceaux choisis - 2 disques) (B) Le port (Opéra - Morceaux choisis - 2 disques) (B) Le détachement féminin rouge (Opéra · Morceaux choisis · 2 disques) (B)

A 33 tours 17,5 cm - 7,50 F

B 33 tours 25 cm - 15 F

En vente aux libraines Les Herbes sauvages, La Force du

ou par correspondance à E.100 24 rue P. de Girard 75010

Programme TV

19 H 20, 20 H et 23 H 20 : la bourgeoisie vous informe. 20 H 30 : Mille ans de civilisation maya. Émission sur une «civilisation» pratiquement détruite de nos jours. Assassinée et exploitée par les dalops espagnols au 16e siècle. celle-ci n'en fut pas moins une société de type exclavagiste ou la religion et la noblesse exploitaient le peuple, Les vestiges retrouvé s et admirables ne sont pas l'œuvre de la «civilisation» maya mais du peuple maya. Ce sont les esclaves quil ont

21 H 35 : Ces années-là : 1962. Emission du réactionnaire Michel Droit. C'est l'année où, enfin, l'Algérie obtient son indépendance, randis que les fascistes de l'OAS s'accrochent à leurs espoirs colonialistes.

construit de leurs mains toutes ces richesses.

A 2:

19 H 20, 20 H et 23 H 30 : la bourgeoisie vous informe. 20 H 30 : Les dossiers de l'écran. Le pélerinage à La Mecque. Film documentaire sur les rites de la religion musulmane en son haut lieu sacré : la ville de La Mecque. Comme toutes les religions c'est une drogue pour le peuple. Celui-cl, grâce à l'expérience de la lutte des classes, sera amené tôt ou tard, à rejeter la religion.

FR3:

19 H 20, 19 H 55 et 22 H: la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : Catlow. Western de Wanamaker (1971). Un «franc-tireur» vole du bétail et en vit, au grand mécontentement des gros propriétaires qui engagent un tueur. Quel beau monde que voilà ! En plus, c'est l'Espagne de Franco qui prête ses décors naturels au film.

l'Humanité Rouge

document

Timor-oriental

LE COMBAT HEROIQUE D'UN PETIT PAYS

L'île de Timor se trouve située entre l'extrémité sud-est de l'Indonésie et l'Australie. Durant l'occupation coloniale hollandaise et portugaise, elle fut divisée en deux parties : Timor oriental et Timor occidental. L'ancien territoire portugais a une superficie totale d'environ 15 000 km2 (la superficie totale de l'île de Timor est de 30 000 km2 environ).

La population actuelle de Timor-oriental est approximativement de 650 000 habitants de diverses origines ethniques et dont un tiers sont catholiques. Il existe plus de 16 langues indigénes, la plus répandue étant le tétum et étant utilisée comme langue commune. L'amprise coloniale portugaise remonte à l'année 1511. Quatre siècles et demi de «mission civilisatrice» du Portugal n'ont pratiquement rien apporté aux 650 000 habitants de Timor. Il reste aujourd'hui 90 % d'illétrés et le taux de la mortalité infantile est de 40 %. La tuberculose et la malaria continuent à faire d'immenses ravages dans la population. Sous le régime colonial, l'enseignement était réservé à la classe privilégiée.

L'HÉRITAGE DU COLONIALISME PORTUGAIS

La grande majorité des habitants sont des agriculteurs avec un revenu par tête inférieur à 200 F par an. Sous le régime colonial portugais, le café représentait plus de 90 % des exportations, dont 40 % étaient contrôlés par une seule société portugaise. Le régime colonial portugais a été très dur à Timor-oriental. Les services de santé étaient presque inexistants (il y avait seulement 20 médecins pour les 650 000 habitants, et la plupart d'entre eux se trouvaient à Dilli, la capitale). Il n'y a aujourd'hui que 20 km de route asphaltée, un seul aéroport et un seul port. Presque 90 % de la population est constituée de paysans qui survivent grâce à des techniques agricoles rudimentaires

LA NAISSANCE DU FRETILIN

Avant la chute du régime fasciste de Caétano, le 25 avril 1974, un petit groupe d'habitants de Timor, composé surtout de fonctionnaires et d'étudiants, s'est réuni de façon informelle pour discuter de l'avenir du pays, des souffrances endurées par le peuple sous le régime colonial et du retard économique et social pris par Timor-oriental pendant cette période.

Après l'accès au pouvoir du MFA, ces groupes clandestins sont organisés en parti politique « Associacao social démocratica de Timor» (ASDT) avec Ramos Horta comme secrétaire général.

L'ASDT a déclenché la première grève des travailleurs dans l'histoire de l'île, qui eut pour résultat une augmentation de 100 % du salaire minimum. Le 22 mai 1974, l'ASDT a publié son premier manifeste politique réclamant l'indépendance, la fin du colonialisme, la fin de la discrimination raciale et de la corruption et la coopération fraternelle avec les pays voisins.

En septembre 1974, l'ASDT a décidé de changer le nom du parti en «Frente révolutionaria de Timor lest indépendente» ou FRETILIN. Ce changement est intervenu afin d'élargir la représentativité du parti, pour inclure toutes les forces progressistes. Le FRETILIN a réussi à rassembler une large coali tion du peuple et des forces qui combattaient le colonialisme portugais. Ses efforts ont rallié une grande majorité du peuple de Timor-oriental. Pour la première fois, les masses les plus pauvres de Timor-oriental ont appris à écrire et à lire leur langue.

Durant les 5 premiers mois de son existence, le FRETILIN a recruté 80 000 membres. Aux élections des chefs de villages, organisées par les Portugais en juin 1975, le FRETILIN a remporté 90 % des suffrages. Sa popularité peut être attribuée au fait qu'il a développé une campagne d'alphabétisation dans les villages les plus reculés et fondé des coopératives de village, ainsi qu'à sa politique de distribution des terres et à son programme d'enseignement national qui répondait

niale passèrent dans les rangs des forces révolutionnaires et en moins d'un mois, toutes les forces de l'UDT furent écrassèes. Le succès remporté par le FRETILIN

Le succès remporté par le FRETILIN en moins d'un mois d'opérations militaires fut possible grace au soutien massif de la population de Timor-oriental.

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE TIMOR-ORIENTAL EST PROCLAMÉE

Le 28 novembre, Timor-oriental malgré la menace d'une agression par le régime militaire d'Indonésie, déclara son indépendance et établit la République démocratique de Timor-oriental. L'indépendance du peuple de Timor fut proclamée par M. Francisco Xavier Do Amaral, président du FRETILIN.

Mais l'invasion du pays par l'armée indonésienne a contraint la majorité des ministres, des membres importants du gouvernement et presque tous les diri-



Les unlices patriotiques de Timor-oriental à l'entraînement

aux aspirations les plus vives des masses populaires. La croissance rapide du FRETILIN et

l'énorme soutien des habitants de Timororiental au FRETILIN ont suscité beaucoup de crainte auprès des forces réactionnaires de Timor-oriental (représentées par les autres partis politiques tels que l'UDT — Uniao démocratica timorese et l'APODETI — Associacao popular démocratica timorese). Ils ont provoqué aussi la peur du régime militaire indonésien.

Après que les leaders de l'UDT eurent pris des contacts en Australie, en Indonésie, à Taiwan, à Hong-Kong, l'UDT déclencha, le soir du 10 août 1975, un coup d'État en occupant les États-Majors de la police avec l'aide des autorités portugaises qui refusérent de désarmer l'UDT. L'UDT se mit à arrêter et à faire disparaître les membres du FRETILIN. Quinze minutes avant le déclenchement du coup d'État par l'UDT, le Comité central du FRETILIN, au complet, s'enfuit dans la montagne. Exaspéré par le refus des autorités portugaises de rétablir l'ordre, le FRETILIN décida, le 15 août 1975, de déclencher la lutte armée. La réponse à l'appel du FRETILIN fut rapide. Le 17 août, les soldats timorais de l'armée cologeants du FRETILIN de prendre le maquis pour diriger la lutte du peuple contre l'envahisseur.

L'AGRESSION INDONÉSIENNE

Bien avant la proclamation de l'indépendance de la République démocratique de Timor-oriental, le FRETILIN annonça plusieurs fois son désir de vivre en paix avec son voisin indonésien, et nia toute intention de «briser la stabilité régionale»

Il est évident qu'aucune déclaration ou action du FRETILIN ne peut constituer une menace militaire pour l'Indonésie. La seule menace possible est le contraste frappant qui existe d'une part entre l'engage ment pour la liberté du FRETILIN et son programme de réforme sociale et économique, et d'autre part, l'augmentation croissante de la pauvreté et le chômage et la corruption observés en Indonésie. Dans ce dernier pays, l'actuel régime sous contrôle militaire est venu au pouvoir après le massacre de quelques 500 000 à 1 million de communistes en 1965. Il a acquis la notoriété d'avoir l'un des plus grands nombres de prisonniers politiques non juges dans le monde (environ 100 000 prisonniers politiques).

Le 7 décembre 1975, c'est l'invasion à grande échelle de Timor-oriental, par l'armée indonésienne. Au moins treize bateaux ce guerre et 11 avions militaires, plus un grand nombre d'hélicoptères, ont bombardé Dilli, la capitale de Timororiental: 3 000 parachutistes et marines ont donne l'assaut à Dilli, tôt le matin. Des vagues de parachutistes furent envoyées dans divers endroits de la capitale.

L'invasion par l'armée indonésienne fut lancée 12 heures après la visite du président Ford à Djakarta où il eut des entretiens avec le président Suharto. Les conclusions sont évidentes!

C'est à cette date que commence la lutte hérorque et difficile du peuple de Timor-oriental, conduite par le FRETILIN contre les envahisseurs.

LA GUERRE DE TOUT LE PEUPLE

Pour l'armée indonésienne, l'invasion de Timor-oriental ne se déroula pas comme prévu. Au début, les Indonésiens pensaient qu'ils pourraient terminer l'opération en 6 heures, grâce à des bateaux de guerre, des avions militaires, des hélicoptères et de l'artillerie lourde.

Mais depuis plus de 5 mois de combat, 30 000 soldats indonésiens environ entretiennent une guerre difficile à Timororiental. L'objectif de l'invasion, qui visait une défaite rapide du FRETILIN grâce à une attaque massive, s'est révélé illusoire. Malgré un blocus par les bateaux de guerre indonésiens, qui dure depuis plus de 6 mois et empêche tout approvisionnement en provenance de l'extérieur, le combat continue. La radio «Maubere» du gouvernement de la République démocratique de Timor-oriental continue d'émettre à partir des montagnes.

Le régime militaire indonésien n'a plus qu'une seule perspective : la guerilla prolongée. Les généraux indonésiens ont sous-estimé la capacité d'organisation du FRETILIN, sa base populaire et l'appui des forces armées de Timor.

Lors de son séjour à Londres, en février 1976, Ramos Horta, précisa que, malgré une agression qui dure depuis septembre 1975, le FRETILIN contrôle 90 % du pays. Quant à elles, les forces indonésiennes contrôlent Dilli, de nombreux villages sur la côte nord et quelques villages de l'intérieur. C'est dans cette piteuse position que l'Indonésie vient de tenter un nouveau bluff en proclamant officiellement l'annexion de Timor Est.

Mais elle prend une nouvelle fois ses désirs pour des réalités. Interrogé sur les perspectives militaires du FRETILIN, Ramos Horta déclare : «Il n'est pas question que le peuple de Timor, renonce à sa liberté et à son indépendance. Le contrôle de la plus grande partie du pays par le FRETILIN démontre bien le soutien dont il bénéficie. La guerilla peut se prolonger indéfiniment sur la base de petites unités militaires allant de 2 à 5. Dans cette guerilla, le FRETILIN se trouve comme un poisson dans l'eau, car il a son appui dans le peuple.» Et chacun le sait, du Cambodge au Mozambique, les exemples abondent pour le prouver : la guerre du peuple est invincible.